

# CDFN de la FSU : la direction refuse d'affronter le gouvernement Hollande

Les 24 et 25 septembre s'est tenue une instance délibérative de la FSU, la Fédération Syndicale Unitaire regroupant des syndicats de métiers liés à la Fonction Publique. Cette instance, le Conseil Délibératif Fédéral National (CDFN), a pour mission de mandater la direction de la fédération afin que celle-ci puisse prendre publiquement position sur les différents dossiers de l'actualité et proposer des moyens d'action.



Nous avons jugé intéressant de porter à la connaissance de nos lecteurs/lectrices les débats qui ont traversé cette instance car ils rejoignent ceux qui traversent l'ensemble des syndicats en général. La FSU, bien que très bureaucratisée, possède un fonctionnement organisé en tendances et donc les minorités peuvent s'exprimer à tous les niveaux : ainsi des militants révolutionnaires peuvent développer (sans illusion !) des positions lutte de classe dans le cadre de leur tendance syndicale.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les mandats obtenus par la direction faisant passer ses positions via le courant « Unité et Action » ne sont pas des mandats d'opposition au gouvernement Hollande. Pourtant, il n'est plus possible de nier que ce gouvernement se situe dans la continuité anti-sociale de celui de Sarkozy, restructurant toujours davantage le système productif français au bénéfice des capitalistes. Traitons particulièrement de deux points mettant en relief la stratégie gouvernementale et la réponse de la direction de la FSU.

## La direction de la FSU refuse de revendiquer l'abrogation de la réforme des rythmes scolaires

Plutôt que de changer légalement le statut des enseignants pour appliquer la loi d'orientation sur l'école de Peillon, le gouvernement met en place les conditions, par la pratique, de la dérégulation des cadres de travail. La réforme des rythmes scolaires en est sans aucun doute l'outil. Les difficultés de partage des locaux entre les activités scolaires et périscolaires obligent d'ores et déjà les enseignant-e-s à augmenter leur temps de présence dans les établissements. Des témoignages ont rapporté des exemples de communes où le périscolaire prend parfois le pas sur les activités scolaires. D'autres font état de l'amateurisme des activités périscolaires mises en places et de la non pérennité des moyens pour les financer... L'éducation physique et sportive (EPS) que le gouvernement Sarkozy voulait faire sortir du cadre de l'enseignement classique pour en attribuer la gestion aux communes est ici pratiquement en marche...

Un membre du syndicat de l'animation (EPA) a fait part de la nécessité que l'ensemble

des personnels touchés par cette déréglementation organisée réponde collectivement. Une motion a été déposée par le courant « Émancipation » afin que le FSU se positionne pour l'abrogation de la réforme des rythmes scolaires. Cette motion a été largement rejetée...

Ce premier exemple illustre le manque de volonté de la direction de la FSU de s'opposer à ce gouvernement. Alors que des mobilisations se construisent comme à Aubervilliers dans le 93 ou à Quimper dans le 29 avec des enseignant-e-s et des parents se rendant compte de l'arnaque que constitue la réforme des rythmes scolaires, la direction de la FSU se dote d'une ligne conciliatrice vis-à-vis du gouvernement Peillon.

## Comment ne pas mobiliser contre la réforme des retraites ?

Après le coup de force de l'ANI, Accord National Interprofessionnel permettant de précariser l'emploi, le gouvernement PS s'est donc attaqué au système de retraite. Au CDFN, la direction de la FSU a fini par accepter de demander l'abandon de cette réforme alors qu'elle demandait jusqu'ici une réforme plus juste. Si les mots d'ordres ne font pas la mobilisation, ils constituent cependant une base claire pour faire l'unité entre les syndicats mais surtout dans la rue. Demander le retrait du projet est donc une des étapes nécessaires pour construire une mobilisation qui ne rendrait plus le gouvernement maître des initiatives et du calendrier.

Mais il y a un hic ! La direction « Unité et Action » (U&A) et « École émancipée » (EE) (autre tendance dirigée principalement par la Gauche anticapitaliste, membre du Front de gauche) demande l'abandon de la réforme mais en même temps « *que soit mise en œuvre une autre réforme prenant en compte les propositions alternatives que porte la FSU avec d'autres organisations* ». L'arrêt des négociations n'est donc pas à l'ordre du jour. Le texte action d'U&A, amendé par EE, sorte de résolution actant les mandats pour la direction, dit d'ailleurs que les « *mesures annoncées pour la prise en compte de la pénibilité, les jeunes et les femmes sont à approfondir pour être à la hauteur des besoins* ». Or le gouvernement Hollande ressort les mêmes tours que le gouvernement Sarkozy et utilise la prise en compte de la pénibilité pour faire apparaître sa réforme comme une avancée pour les salarié-e-s. La prise en compte de la pénibilité est de plus un cheval de Troie pour introduire une individualisation du calcul des pensions, objectif par ailleurs affiché par la CFDT avec « la retraite à points ».

Le terrain lâché sur celui des retraites ne fera que rendre le gouvernement plus confiant pour attaquer la réforme annoncée de la Sécurité Sociale dans les tous prochains mois.

Ce cadre « revendicatif » est taillé sur mesure pour justifier la pratique du « dialogue social » au lieu de mobiliser efficacement contre le gouvernement. Comme les directions de la CGT et de FO, celle de la FSU refuse même d'appeler à une deuxième journée de grève nationale interprofessionnelle, ne déposant qu'un préavis de grève pour le 15 octobre afin que ceux qui le souhaitent puissent participer aux initiatives

dispersées qui auront lieu ici ou là.

Cette orientation a déjà été rencontrée concernant l'ANI : une opposition formelle à une attaque gouvernementale, mais sans volonté d'affronter réellement le pouvoir - et de créer les conditions pour cela - car les directions syndicales se refusent à combattre la politique gouvernementale. Ce n'est pas un hasard si les directions du Front de Gauche, très liées à une partie des directions syndicales, sont dans la même logique, et n'ont appelé à aucune initiative nationale susceptible de gêner le gouvernement.

C'est ainsi que la majorité du CDFN a refusé les propositions d'action, qu'a portée sans ambiguïté le courant « Émancipation », visant à l'affrontement avec le gouvernement, à l'impulsion de l'auto-organisation et de grèves assorties de blocages de secteurs clés de la production. En proposant tout d'abord que la FSU réunisse rapidement une intersyndicale la plus large possible, en veillant à ce que la recherche de l'unité ne débouche pas sur le plus petit dénominateur commun en termes de revendications et d'actions, mais intègre les actions unitaires à la base dans des collectifs de luttes d'entreprises et de quartiers avec des appels d'établissements et de syndicalistes.

**Sébastien Langlois**, le 4 octobre 2013